

Pouvoir d'emprunt—Loi

Notez la mention de déficits essentiels et structurels. L'endettement énorme est devenu une réalité de la vie économique au Canada. Ces projets de loi demandant des pouvoirs d'emprunt toujours plus considérables semblent devenir inévitables, au moins jusqu'aux prochaines élections. Voilà ce que nous devons aux 16 années du socialisme du premier ministre, dont l'impulsion est venue de celui qui aspire à le remplacer. Il est trop tard pour qu'un nouveau chef libéral change quoi que ce soit. Il faut un nouveau gouvernement progressiste-conservateur qui s'engage à réduire le déficit, à garder la main haute sur les dépenses et à rétablir la confiance—un terme dont les ministériels ignorent la signification—dans le milieu des affaires. Dans sa revue de la fin de l'année 1983, la Chambre de commerce du Canada fait remarquer ce qui suit:

Pour s'aventurer dans des investissements à long terme, les entreprises doivent avoir la conviction que les taux d'inflation et le loyer de l'argent ne subiront pas une nouvelle flambée. Un engagement clair et net du gouvernement à restreindre les dépenses et limiter le déficit ne contribuerait pas peu à instaurer un climat économique favorable aux investissements d'entreprises à long terme.

Et que se passe-t-il? Nous sommes ici en train de dénoncer un projet d'emprunt de 29.5 milliards additionnels qui est tout à l'opposé. La politique du gouvernement actuel va accabler les générations futures. Les entreprises auraient du mal à arracher un engagement à un gouvernement qui se présente à sept reprises devant le Parlement pour lui demander toujours plus d'argent.

Qu'accomplissent ces programmes? Ils sonnent le désastre pour le pays. Le milieu des affaires n'a pas non plus confiance dans un gouvernement qui continue de vivre au-dessus de ses moyens. Tout le monde sait ce qui arrive au voisin qui vit ainsi. Il ne résiste pas longtemps. Nous sommes chanceux que les choses n'aillent pas plus mal. Les Canadiens ne veulent pas soutenir notre monnaie que ne cesse de dévaluer les emprunts excessifs du gouvernement. Les taux d'intérêt demeurent élevés alors que le gouvernement tente de soutenir le dollar, chassant ainsi les investissements qui pourraient créer des emplois. Si vous ne me croyez pas, regardez où les grandes sociétés au Canada placent leur argent. Où sont les derricks et autres choses de ce genre? Nous en sommes là parce que le gouvernement néglige d'équilibrer ses comptes depuis l'année financière 1969-1970 et il ne semble pas vouloir le faire à l'avenir.

Depuis 20 ans, comme le signalait un de mes collègues, seul le budget Crosbie renfermait des mesures visant à réduire sensiblement le déficit. Les libéraux en revanche n'ont qu'une seule solution à tous les problèmes qui surgissent: dépenser. Qu'est-il arrivé à la promesse de ne pas prélever une taxe sur l'essence dépassant 18c. le gallon et je dis bien le gallon? Canadair et de Havilland, par exemple, ont coûté 2.6 milliards de dollars aux contribuables canadiens jusqu'ici. Cette somme aurait permis de renflouer toutes les petites entreprises qui ont fait faillite en 1982. On a prouvé incontestablement que, depuis deux ans, seul le secteur des petites entreprises a créé des emplois. Le gouvernement ne le comprend pas parce qu'il ne s'y est jamais intéressé.

A l'heure actuelle, le gouvernement fédéral dépense au rythme de 274 millions de dollars par jour, 11 millions de dollars à l'heure ou 190,000 dollars à la minute. Pensez seulement à ce qu'on a dépensé tandis que le premier ministre faisait sa promenade dans la tempête la semaine dernière. Il ne songeait sûrement pas au gâchis qu'il lègue à son successeur. Si son

successeur est bien celui auquel je songe, c'est le père du déficit systématique au sein du parti libéral. Malheur au Canada si cela devait se produire un jour.

Il songeait peut-être à Petro-Canada qui m'appartient comme il vous appartient ou au programme national énergétique que les Canadiens de l'Ouest répudient. Il songeait peut-être aux pêches qui sont maintenant sous l'emprise de l'État, à la chasse aux phoques ou au secteur forestier qui fonctionne à peu près à la moitié de sa capacité.

Il se demandait peut-être comment il pourrait gaspiller davantage pour régler ces problèmes persistants. Les sociétés de la Couronne ne sont qu'un tas de ce que vous savez. Il n'y a aucun contrôle des coûts, aucune mise à pied par suite d'interventions mal avisées ou d'incompétence. Jamais. A-t-on congédié quelqu'un à l'ACDI par suite des 25 millions de dollars gaspillés à Haïti? Songeait-il à ses succès avec VIA Rail, Canadair, de Havilland, Challenger, Maislin et Dome? Combien Dome Petroleum doit-elle en arriérés d'impôt? Que dire de la situation de nos Forces armées et de la réduction de notre engagement auprès de l'OTAN? Je parie qu'il n'a même pas songé à y consacrer une partie de ces 29.55 milliards durant ces années. Je doute qu'il ait songé sérieusement à ces problèmes. Le gouvernement n'en a jamais fait une de ses priorités. Depuis 1980, l'économie canadienne a traversé la pire récession depuis celle des années 30 et pourtant le premier ministre s'est permis de s'absenter du Canada pendant 187 jours. Son traitement et ses dépenses nous coûtent \$130,700 par année. Ses jours d'absence ont donc coûté \$66,946 aux contribuables canadiens, sans compter les avions privés, les cadeaux, les repas et le reste. Au cours de la même période, le président des États-Unis ne s'est absenté que pendant 36 jours. Lui s'occupe de la boutique.

M. Tobin: Il passe ses vacances en Floride.

M. Stewart: Vous avez eu votre tour hier. Si vous pouviez vous pousser un peu, je verrais mieux ceux qui sont derrière vous. Aujourd'hui, la reprise est vigoureuse aux États-Unis pendant que le Canada traîne de l'arrière. Peut-être que si le premier ministre avait moins voyagé et consacré plus de temps aux affaires urgentes du Canada, nous serions en meilleure posture aujourd'hui. Le gouvernement ne serait peut-être pas obligé de nous demander 30 milliards pour payer le prix des politiques erronées adoptées par le passé. Elles nous ont conduits peu à peu sur la pente dangereuse du socialisme. Résultat, le Canada affiche l'un des plus gros déficits de tous les pays industrialisés et, toutes proportions gardées, il n'y a que l'Italie qui dépasse le Canada en 1984.

• (1640)

J'aurais d'autres comparaisons à faire avec les pays de l'OCDE, monsieur le Président, mais vous me faites signe que mon temps est expiré. Je résumerai en disant que je refuse d'appuyer toute mesure qui apportera de nouveaux fonds aux caisses noires du parti libéral et j'invite tous les députés qui ont un peu de nerf à mettre un terme à ces dépenses folles en renvoyant le projet de loi à ses auteurs. Les Canadiens s'attendent à quelque chose de mieux.

M. Tobin: Monsieur le Président, j'ai une observation à faire et une question à poser. Si je n'ai pas écouté tout le discours du député de mon siège, j'en ai suivi attentivement la dernière partie à la télévision. Nous sommes bien déçus d'entendre un